



Relations économiques et financières avec les pays en développement

L'incidence négative de l'endettement sur le développement d'un grand nombre de pays a continué de préoccuper grandement les organismes multilatéraux. Depuis 1982, année où l'endettement des pays en développement s'est transformé en problème majeur, la stratégie d'ajustement axé sur la croissance adoptée par la communauté internationale a permis de réaliser d'importants progrès. La menace posée au système financier mondial, bien que toujours présente, a été considérablement réduite et plusieurs des pays les plus lourdement endettés ont adopté les programmes de réforme nécessaires pour fonder une croissance économique soutenue.

Malgré ces développements positifs, les événements survenus en 1987 et au début de 1988 ont montré que la recherche d'une solution au problème de la dette des pays en développement prendra plus de temps que l'on ne l'avait d'abord prévu. La baisse des taux d'intérêt, le raffermissement des cours des produits de base et divers autres facteurs ont permis à certains pays en développement de réduire le fardeau de leurs dettes, mais d'autres pays ont continué de rencontrer des difficultés économiques. Une croissance économique internationale inégale, la persistance des tendances protectionnistes observées dans les grandes économies et l'accroissement des réserves détenues par les banques commerciales pour protéger leurs prêts aux principaux emprunteurs souverains ont accentué les craintes que la situation économique internationale et un apport insuffisant de nouvelles ressources aux pays en développement ne minent les efforts de ces pays pour se sortir de l'endettement.

Des efforts ont par conséquent été faits pour renforcer la stratégie internationale de la dette. Les pays à revenu moyen ont concentré leurs efforts sur le perfectionnement de la stratégie du cas par cas privilégiant le rôle du marché, en élargissant le « choix d'options » offertes aux banques par diverses innovations comme le plan de conversion de la dette mexicaine en obligations et le plan de rachat de la dette bolivienne. La Banque mondiale a continué de jouer un rôle important en fournissant des conseils de politique et en mobilisant des ressources financières. À la fin de mars, on était près d'une entente sur une augmentation générale du capital de la Banque jusqu'à 74,8 milliards de dollars américains, initiative qui devait permettre d'accroître les prêts aux pays fortement endettés. Mais une autre grande institution financière importante pour les principaux débiteurs de l'Amérique latine — la Banque interaméricaine de développement (BID) — n'a pu rapporter des progrès similaires. Les négociations sur un accroissement important des ressources de la BID sont restées dans l'impasse, en raison surtout de

désaccords quant au rôle des donateurs. Lorsque le président de la Banque, Ortiz Mena, a quitté son poste, le Canada a appuyé la nomination de M. Enrique Iglesias. Le Canada a aussi encouragé le président à élaborer des réformes qui permettraient à la Banque de jouer pleinement son rôle dans la région. À la fin de l'année, il restait toujours à trouver de nouveaux moyens de réduire le fardeau de la dette à des niveaux gérables sans réduire les incitations à renforcer les programmes d'ajustement ni compromettre les apports de nouvelles ressources dont dépend largement la prospérité des pays en développement.

La communauté internationale s'est grandement intéressée au processus difficile et lent du redressement économique de l'Afrique subsaharienne. Le Sommet économique de Venise (juin 1987) a reconnu la menace que la dette constituait pour les économies fort fragiles de la région, et les dirigeants du Sommet ont convenu que des mesures spéciales étaient requises. Les résultats ont été encourageants. Le Club de Paris, organisme qui rééchelonne la dette publique, a offert des périodes de grâce et de remboursement plus longues aux débiteurs les plus pauvres. En décembre 1987, il y a eu entente sur une Facilité d'ajustement structurel renforcée devant permettre au FMI de consentir 6 milliards de dollars supplémentaires en droits de tirage spéciaux (DTS) aux pays plus pauvres poursuivant des programmes d'ajustement économique. Le Canada verse à cette Facilité 300 millions de dollars en DTS. Il s'est également engagé à fournir 355 millions de dollars américains pour appuyer les prêts d'ajustement structurel que la Banque mondiale et l'Association internationale de développement (IDA) accordent aux pays plus pauvres et lourdement endettés de l'Afrique subsaharienne. Cette mesure s'inscrivait dans le cadre d'un effort international qui a permis à la Banque de mobiliser quelque 6,7 milliards de dollars américains en ressources bilatérales pour appuyer l'ajustement économique en Afrique. Enfin, la Huitième Reconstitution des ressources de l'IDA a atteint 12,4 milliards de dollars américains.

Le Canada a également annoncé un certain nombre de mesures bilatérales spécifiques en faveur de l'Afrique. Aux sommets de la Francophonie et du Commonwealth, le gouvernement a déclaré son intention d'annuler pour 672 millions de dollars de dettes que 13 pays de l'Afrique subsaharienne avaient contractées au titre de l'Aide publique au développement (APD). Le Canada s'était précédemment engagé, à la 13^e Session extraordinaire des Nations Unies consacrée à l'Afrique (mai 1986), à alléger le fardeau de la dette de l'Afrique subsaharienne. Dans le contexte de la nouvelle Stratégie de l'aide du gouvernement, la part de l'aide bilatérale consacrée à l'Afrique sera relevée à 45 %.